



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Lutte contre les violences sexuelles sur les enfants

Question au Gouvernement n° 1684

Texte de la question

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES SUR LES ENFANTS

Mme la présidente . La parole est à Mme Mathilde Panot.

Mme Mathilde Panot . Monsieur le premier ministre, pas une de plus. Lundi encore, des collectifs féministes et enfantistes manifestaient partout en France pour rappeler une réalité massive : 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles chaque année, le plus souvent dans le cadre de la famille. Ces violences sont le produit d'un système de domination et réclament une révolution de société.

Mais tout cela, vous le savez. Dès 2023, la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants publiait quatre-vingt-deux recommandations, mais 75 % de ces mesures n'ont pas été mises en œuvre. Vous les avez délibérément ignorées, préférant la politique spectacle des coups de menton. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP. – M. Jean-Claude Raux applaudit également.)*

Que restera-t-il de ce drame ? Que restera-t-il, sinon le retour du débat sur la peine de mort, quand la stratégie de l'agresseur consiste précisément à faire porter sur l'enfant le poids des conséquences pour obtenir son silence ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.)* Que restera-t-il, sinon la proposition d'allonger les peines de prison, alors que seules 3 % des plaintes aboutissent à une condamnation ? Que restera-t-il, sinon un président de la République niant la réalité du manque de moyens, quand notre pays compte quatre fois moins de procureurs que la moyenne européenne ? (Mêmes mouvements.) Que restera-t-il, sinon un ministre de la justice prêt à jeter les magistrats par-dessus bord pour se maintenir en poste ? « Seuls les lâches se défaussent sur leurs subordonnés », disait Darmanin en 2022. Nous ne pouvons que lui donner raison. (Mêmes mouvements.)

Vos gesticulations sécuritaires n'empêcheront pas les crimes, mais les moyens financiers, si. Chaque année, depuis 2017, notre groupe demande les 3 milliards d'euros que vous refusez de donner aux associations. Mettez cet argent sur la table maintenant pour financer l'éducation à la vie affective et sexuelle, la médecine scolaire, la police judiciaire et la justice et l'aide sociale à l'enfance. Voilà ce qu'il faut pour enrayer la fabrique des agresseurs ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP ainsi que sur quelques bancs du groupe EcoS.)*

Monsieur le premier ministre, sachez que vous n'échapperez pas à la colère qui monte dans le pays, car ce qui se joue n'est pas une petite séquence médiatique délicate à passer. Ce qui se joue, c'est un mouvement populaire puissant contre le mépris et l'impunité. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP, dont les députés se lèvent, ainsi que sur quelques bancs du groupe EcoS. – Mme Anna Pic applaudit également.)*

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre.

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . Madame la présidente Mathilde Panot, que restera-t-il de ce drame,

dites-vous ? Il ne faudrait pas qu'il n'en reste que de la récupération et du cynisme politiques. (*Protestations sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.*) Pardonnez-moi, mais la tonalité de votre question et la manière dont vous l'avez posée indiquent une volonté très forte de politiser ce qui se passe.

Mme Danielle Simonnet . Vous êtes à côté de la plaque !

Mme la présidente . S'il vous plaît, peut-on écouter M. le premier ministre ?

Mme Ségolène Amiot . Le sujet est hautement politique !

Mme la présidente . S'il vous plaît, madame Amiot.

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . La première des choses sur lesquelles il faut que nous nous accordions, c'est notre capacité à faire face à cette violence endémique, qui appelle une réponse de la société tout entière pour lutter de « manière intégrale ». Nous y reviendrons. Cette capacité demande un minimum d'unité.

Mme Marie Mesmeur . Et des moyens !

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . La deuxième des choses, ce sont les moyens. J'ai été membre de gouvernements successifs, vous me l'avez suffisamment reproché, depuis maintenant neuf ans. Certains anciens premiers ministres sont ici présents. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.*) Le seul fait qu'on ne puisse pas débattre sereinement et calmement dans cet hémicycle de ce sujet est une indication très claire de vos intentions politiciennes. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR, DR et Dem.*)

M. Vincent Descoeur . Il a raison !

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . Ces gouvernements, que certains ont combattus et que d'autres ont soutenus, ont augmenté sans discontinuité depuis 2017 les moyens du ministère de la justice et du ministère de l'intérieur.

Est-ce que je forme le vœu que ces moyens continuent d'augmenter dans les années à venir ? Oui, mais nous avons fait notre part du chemin. Peut-être fallait-il en faire plus. Ça tombe bien : nous aurons l'occasion d'y revenir à l'automne pendant les discussions budgétaires.

Mme Danielle Simonnet . Et les 3 milliards ?

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . J'imagine que vous n'aurez pas le cynisme de brandir la menace de motions de censure avant même que ces discussions ne commencent et que vous laisserez se dérouler le débat, qui constituera un moment de vérité pour celles et ceux qui ont à cœur... (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Si je ne peux pas répondre, je n'irai pas au bout de mon intervention ! (*Mêmes mouvements – Mme Ségolène Amiot fait mine de sangloter.*) Le sujet est grave. Lundi après-midi s'est tenue une réunion de travail transpartisane à laquelle participaient un certain nombre de députés ayant cosigné la proposition de loi dite intégrale ainsi que certains ministres. Nous avons commencé à parler du fond, article par article, et à examiner, avec Mme la présidente de l'Assemblée nationale – si je puis me permettre de le dire publiquement –, ce qui peut être fait à la suite de la saisine et du travail du Conseil d'État. Le gouvernement veut avancer et il avancera.

Mais qu'en restera-t-il ? C'est un moment de vérité : soit vous souhaitez vous livrer à une manœuvre de récupération politicienne – c'est ce que j'ai cru entendre dans votre question, madame la présidente Panot –, soit vous ne le souhaitez pas et entendez sincèrement, sans cynisme, nous permettre de légiférer, de telle sorte que les semaines qui viennent soient utiles à la nation. Si c'est là votre intention, le gouvernement de la République répondra présent. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme Mathilde Panot.

Mme Mathilde Panot . Dans la France de Macron, le Planning familial licencie. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur plusieurs bancs du groupe EcoS.*) Voilà la réalité ! Assumez vos responsabilités politiques : mettez les 3 milliards !

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre.

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . Flagrant délit de récupération ! Quel est le rapport entre l'affaire Lyhanna et le Planning familial ? (*Protestations vives et prolongées sur les bancs des groupes LFI-NFP et EcoS, dont plusieurs députés se lèvent. – Quelques députés du groupe DR s'exclament en retour.*)

M. Antoine Vermorel-Marques . Taisez-vous !

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . Soyons précis, soyons sérieux. Une fois de plus, celles et ceux qui suivent nos discussions à la télévision entendront le groupe de La France insoumise insulter, invectiver, crier, sans aucune forme de respect.

Mme Mathilde Panot. Vous n'avez toujours rien compris !

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . Il est évident que la question du Planning familial est importante. Mais vous êtes repartis dès la semaine dernière... Hurlez de nouveau, continuez de crier,...

Mme Mathilde Panot. Allez, ça suffit !

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre*avec votre mépris habituel ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Mme la présidente . S'il vous plaît ! Je vous rappelle que seul le premier ministre a la parole !

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . La France connaît une grande émotion à la suite du meurtre d'une jeune fille, que vous semblez trop pressés de récupérer politiquement. (*Vives protestations sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur quelques bancs du groupe EcoS.*) Ouvrons tous les débats, posons toutes les questions, y compris celles des moyens et des associations. Mais de grâce, stop à votre cynisme ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR, DR et Dem. – Plusieurs députés du groupe LFI-NFP quittent l'hémicycle, sous les exclamations de plusieurs députés du groupe DR.*)

Données clés

Auteur : [Mme Mathilde Panot](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1684

Rubrique : Enfants

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 juin 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 18 juin 2026